

Géopolitique du crime organisé

Jean-François Fiorina s'entretient avec Jean-François Gayraud



Jean-François Gayraud et Jean-François Fiorina: seules la géopolitique et la géoéconomie permettent de saisir les organisations criminelles dans leur logique et leur complexité.

Du 4 au 7 avril se tient à Grenoble le 5^e Festival de géopolitique et de géoéconomie consacré à "la face obscure de la mondialisation". L'occasion pour CLES d'interroger l'un des meilleurs spécialistes français des mafias et du crime organisé, le commissaire divisionnaire Jean-François Gayraud, qui voit dans la géopolitique la meilleure grille d'analyse pour appréhender correctement les phénomènes criminels. Plongée dans un monde cynique, impitoyable, qui s'étend à travers toute la planète et monte en puissance.

Que représentent les mafias au sein du crime organisé ?

Les mafias ne constituent qu'un tout petit segment des questions criminelles contemporaines. Les mafias représentent un nombre limité d'organisations criminelles de niveau supérieur, qui forment "l'aristocratie" du crime et qui ont la particularité d'avoir une sociologie de sociétés secrètes. Le crime organisé dans sa globalité a dans notre monde moderne une importance nouvelle. En effet, la fin de la guerre froide lui a donné une dimension gigantesque, avec un authentique saut qualitatif. Longtemps, ces organisations criminelles ont joué un rôle marginal dans la vie des sociétés. Aujourd'hui, elles s'invitent au cœur du fonctionnement de la plupart des pays. Elles influencent et transforment *mezzo voce*, de manière invisible mais puissamment, la vie politique, économique et sociale des pays.

Nombre de ces organisations criminelles présentent des particularités qui les rendent redoutables. D'abord, elles sont toutes polycriminelles. Contrairement à une idée véhiculée par la médiassphère, les organisations criminelles s'investissent dans des activités en fonction non pas de leurs préférences, mais d'opportunités et d'incitations, au sens économique du terme, selon un ratio coût/bénéfice. C'est pourquoi, en fonction de la conjoncture, on va les voir se livrer au trafic de drogues, d'armes, d'êtres humains, investir dans la contrefaçon ou les paris sportifs, etc. En ce sens, il existe une certaine similitude avec l'esprit d'entreprise, à la différence près qu'il s'agit là d'entreprises criminelles! Deuxième particularité pour bien comprendre leur logique et leur puissance: toutes ont une dimension territoriale très forte. Territoire étant ici entendu comme réalité physique (rue, quartier, région, pays...), mais aussi espaces immatériels (marchés financiers, cyberspace,



etc.), fluides, opaques, transnationaux, qui se prêtent parfaitement aux activités criminelles. Tous ces territoires ne doivent pas être appréhendés comme limite ou enfermement, mais plutôt comme étant une base forte de déploiement à partir de laquelle, depuis la fin de la guerre froide, ces entités arrivent à s'étendre, créer de nouvelles colonies, de nouveaux espaces d'activités à travers la planète entière. Le racket constitue un marqueur très net de ce lien entre organisation criminelle et territoire. Cet impôt illégal signe le pouvoir territorial. Invoquer à son sujet une "protection" est faux à 99 %, ce n'est là qu'un habillage sémantique et idéologique.

Les territoires criminels ne doivent pas être appréhendés comme limite ou enfermement, mais plutôt comme étant une base forte de déploiement à partir de laquelle, depuis la fin de la guerre froide, les entités criminelles arrivent à s'étendre, créer de nouvelles colonies, de nouveaux espaces d'activités à travers la planète entière.

Polycriminelles, solidement territorialisées, ces grandes organisations, en particulier les mafias, sont aussi insubmersibles. Leur capacité à survivre et à s'adapter est impressionnante. Elles peuvent ainsi passer d'un monde rural à un monde urbain, d'une économie agraire à une économie industrialisée, d'un régime autoritaire à un régime démocratique, le tout sans aucun problème majeur. Elles résistent parfaitement à la répression, voire l'utilisent pour se renforcer.

En outre, les mafias sont pérennes. Elles disposent d'une capacité quasiment biologique de régénérescence. Ces systèmes ne sont pas mécaniques, ils ne se brisent pas en tombant, mais survivent au-delà du destin particulier de chacun de leur membre. Ni la mort, ni l'emprisonnement d'un "soldat" d'une mafia ne mettent fin à son existence. Leur pouvoir d'attraction est très fort. Il ne s'explique pas uniquement par des raisons économiques, mais aussi par un système de valeurs, de codes, par les mythologies qu'elles diffusent, éléments d'autant plus forts qu'ils s'enracinent dans le substrat local. Enfin, autre trait qui rend les organisations criminelles particulièrement puissantes aujourd'hui: leur capacité à générer des flux financiers d'ampleur macro-économique. Elles ont parfois un chiffre d'affaires supérieur au PIB de certains petits États. Quand on agrège tous ces éléments, on s'aperçoit que ces organisations arrivent à acquérir une véritable souveraineté sur certains territoires.

Il existe donc bel et bien un lien entre géopolitique et lutte contre les mafias ?

Le racket constitue un marqueur très net du lien entre organisation criminelle et territoire. Cet impôt illégal signe le pouvoir territorial. Invoquer à son sujet une "protection" est faux à 99 %, ce n'est là qu'un habillage sémantique et idéologique.

La bonne grille d'analyse aujourd'hui pour appréhender correctement les phénomènes criminels, ce n'est plus la sociologie, voire la seule criminologie, c'est la géopolitique. Seules la géopolitique et la géoéconomie permettent de saisir les organisations criminelles dans leur logique et leur complexité car elles fournissent trois concepts essentiels: le territoire, la puissance et les flux. Cette géopolitique criminelle est dérangeante pour nos esprits, car elle n'est plus étatique. Les phénomènes criminels ont, malheureusement, un très bel avenir devant eux. Car le contexte post-guerre froide est criminogène, créant des incitations systémiques au crime. La globalisation, en permettant et multipliant les flux humains, matériels et immatériels, bafoue les frontières nationales. Ensuite, la dérégulation dogmatique a fait que les mauvais acteurs ont chassé les bons et les mauvaises pratiques ont évincé les bonnes. De même, l'avènement de la société du spectacle, dans sa double dimension de consumérisme et de divertissement, abaisse les barrières éthiques et banalise les phénomènes criminels. Nous sommes aussi confrontés à un déni permanent du réel couplé à un aveuglement, conscient ou inconscient, qui permet aux phénomènes criminels de s'implanter en profondeur dans leurs territoires. En effet, en les niant ou les occultant, on ne les combat pas. Quand John Edgar Hoover nie pendant un demi-siècle l'existence de la mafia sur le sol américain, celle-ci peut tranquillement s'installer dans le tissu social et économique...

Dans ce processus d'aveuglement, il y a toujours trois temps. Tout d'abord, par ignorance, bêtise, cynisme, naïveté, intérêt matériel... c'est le règne du déni absolu. On vous dit: "La chose concernée n'existe pas, c'est un fantasme." Les psychanalystes connaissent cela. Plus un phénomène est insupportable et irrémédiable, plus on a l'illusion de vouloir s'en débarrasser en le niant. Et bien sûr, à terme, le réel reprend toujours ses droits et le réveil est douloureux! Deuxième temps, quand on ne peut plus nier parce que la vérité surgit quand même, on a tendance à relativiser pour se rassurer. "On a déjà vu ça", "Vous exagérez", "On sait faire", etc. Puis, dans un troisième temps, l'aveuglement se fait plus subtil. C'est la spectacularisation. Par la magie de la médiasphère, du consumérisme, du divertissement, tout se transforme

en film, en jeu vidéo, en produit virtuel de grande consommation. Le système, pour des raisons économiques et culturelles, intègre le crime dans le paysage. Ce qui revient symboliquement à le banaliser. Hollywood vend du divertissement, il faut attirer le spectateur. Or la vision de la mafia délivrée en fait un mythe qui vient rétroagir sur le réel. La fiction ne se nourrit pas du réel, c'est le réel qui se nourrit de la fiction. Le paradoxe est que les récits mythifiés délivrés par le cinéma ou la littérature concernant la mafia finissent par nourrir la mythologie des criminels eux-mêmes.

Avant la trilogie des *Parrain* de Francis Ford Coppola, les films noirs ne mentionnent jamais le mot "mafia" et ce par crainte révérentielle. On utilise des périphrases : "organisation", "syndicat", etc. Et ce avec d'autant plus d'empressement que la Mafia contrôle une partie non négligeable de cette industrie fleurissante. La situation ne change pas radicalement avec le premier Opus du *Parrain* : le mot n'y apparaît jamais. La Mafia a fait passer le message au réalisateur. Le film est en effet sous contrôle. Le mot "mafia" ne figurera que dans les *Parrain II* et *III*. Depuis le tabou est tombé. Par ailleurs, Coppola crée avec son film une mythologie mafieuse qui fascine depuis tous les mafieux. Cette mythologie qui se structure avec leur assentiment va concrètement influencer le comportement des mafieux eux-mêmes. La police observe ainsi qu'ils reprennent les phrases, les codes, les manières d'être et de parler des films... De la sorte, la société du spectacle, consciemment ou non, donne des fondations et un substrat culturel à ces phénomènes criminels. Or, l'une des particularités de ces grandes organisations criminelles – au premier rang desquelles les mafias – est qu'elles se sont inventé un corpus mythologique qui sert à leurs membres. Il est beaucoup plus valorisant de s'imaginer un rôle social ou politique, plutôt que d'apparaître pour ce que l'on est réellement, à savoir un tueur !



Ces organisations criminelles ne prospèrent-elles pas sur le terreau de la misère ?

Dans les sociétés développées, il n'a jamais été démontré que la pauvreté génère le crime. C'est même exactement l'inverse. C'est le crime qui paupérise les territoires. Prenez l'exemple du Mezzogiorno italien. Personne ne veut investir ou produire parce que toute activité fait l'objet de prédateurs et d'un parasitisme de grande ampleur. En revanche, il est évident que les crises financières sont toujours une aubaine pour la grande criminalité. Exemple, la crise des subprimes. Car une crise financière fait que les banques restreignent les conditions d'accès au crédit. Face à cet assèchement, les entreprises – surtout les PME-PMI – n'accèdent plus au crédit légal et se retrouvent en difficulté. D'où la tentation de solliciter le *shadow banking*, qui a des liquidités et veut investir, avec la volonté de blanchir l'argent ou de prendre le pouvoir dans telle ou telle structure ou secteur d'activité.

Là encore, la géopolitique a tous ses droits...

Oui, bien sûr, d'autant qu'un des phénomènes majeurs depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale réside en la balkanisation du monde et la prolifération des États. C'est là un facteur criminogène de la modernité. On comptait environ 45 États à la fin de la Seconde Guerre mondiale, on en recense à peu près 200 aujourd'hui, dont certains sont dépourvus de puissance juridique, policière, militaire... Ces États faibles sont des États-Potemkine, ils n'ont qu'une façade d'État. Ils deviennent des vides et en géopolitique, on sait que tout vide appelle une puissance pour le combler. Regardez ce qui est en train de se passer dans certaines zones d'Afrique de l'ouest, investies par les cartels sud-américains ou mexicains qui s'en servent pour leurs routes d'acheminement de la cocaïne vers l'Europe. En règle générale, les organisations criminelles progressent là où l'État est faible. Les mafias avancent comme des contre-États. Elles se substituent à des États défaillants. Au Japon ou en Italie, on observe de curieuses situations. D'abord parce que dans la lutte engagée, l'État trop souvent est velléitaire, son action est inégale, irrégulière. Soit par aveuglement, soit parce que certaines franges des élites politiques du pays ont décidé à un moment donné d'entrer dans des systèmes de pactes, de non-agression voire de coopération. La progression du crime organisé renvoie toujours à un vide d'État. De fait, le tableau est relativement sombre. Trois voies s'offrent pour inverser la tendance. Tout d'abord, il faut nous extraire de l'aveuglement et du déni, ce qui

**Les organisations
criminelles progressent là
où l'État est faible.
Les mafias avancent comme
des contre-États.
Elles se substituent à des
États défaillants.**

Dans toutes les écoles de commerce devrait exister un enseignement de criminologie. Il faut éveiller les étudiants à ces dures réalités, avant qu'ils ne soient confrontés à ce monde cruel, impitoyable et cynique.

Faire œuvre de prévention en sensibilisant les jeunes générations de décideurs aux logiques et méthodes du crime organisé et de la criminalité en col blanc me paraît être une exigence de premier plan.

exige un travail intellectuel, qu'il soit universitaire ou parlementaire par exemple, avec la capacité à nommer les choses avec lucidité et courage, ce qui sous-entend qu'on les connaisse dans leur essence même. Ensuite, il faut sortir des logiques réactives et répressives *a posteriori*, et leur substituer des logiques d'anticipation, proactives et d'ordre stratégique. C'est-à-dire comprendre la logique des phénomènes quand ils naissent, et non trente ou quarante ans après. Ce qui implique que les appareils policiers s'engagent dans un travail de renseignement criminel situé très en amont. L'outil du renseignement a prouvé sa force pour prévenir les attentats terroristes. Pourquoi ne pas l'appliquer contre des bandes criminelles dans les zones difficiles comme la Seine Saint-Denis ? Ou contre des bandes corso-marseillaises qui sont en train d'asphyxier une région entière comme la PACA ? Quid de la réaction des pouvoirs publics me direz-vous ? Il semblerait qu'il y ait un début de prise de conscience, tant la réalité surgit désormais avec force et s'impose d'elle-même. Enfin, la troisième voie qui s'offre à nous est de disposer de systèmes judiciaires crédibles. La certitude de la peine, de la sanction, devient de plus en plus évanescence. Il faut d'urgence inverser la tendance.

On constate de plus en plus de collusions entre terrorisme et groupes criminels. Assistons-nous à un phénomène d'hybridation entre ces mondes ?

Oui. Il existe indéniablement des phénomènes que les Anglo-saxons appellent "de convergence" et que Xavier Raufer [ndlr : voir CLES, Hors Série n° 4, *Pour une géopolitique des risques*, mars 2011] désigne sous le terme "d'hybridation". Du temps de la guerre froide, les entités criminelles vivaient peu ou prou dans des espaces délimités, sur un mode d'apartheid social. Aujourd'hui, entités et méthodes se rapprochent. Deux formes majeures d'hybridation peuvent être observées. D'une part entre les univers criminel et terroriste (ou désigné comme tel), dont nous avons des exemples flagrants avec les Farc en Amérique du sud ou avec une partie des groupes opérant au Mali ou au Sahel. Beaucoup d'individus arrêtés dans nos banlieues dans des affaires de terrorisme sont en fait de petits voyous qui s'inventent un masque politico-religieux.

Et puis, il existe une autre forme d'hybridation, entre le crime organisé et la criminalité en col blanc. Cette dernière a constitué un adjuvant puissant dans les crises de ces trente dernières années – principalement dans la crise des *subprimes*. Ces cols blancs ne se perçoivent pas toujours – et ne sont pas toujours perçus – comme des criminels. Mais ils adoptent aujourd'hui des stratégies et des méthodologies qui s'apparentent au crime organisé. Le FBI, depuis deux ou trois ans, pour lutter contre les grands délits d'initiés en matière financière, utilise les mêmes méthodes et outils juridiques que ceux utilisés contre le crime organisé et en particulier la mafia. Car le FBI a relevé le caractère clandestin et associatif de certains comportements à Wall Street. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, on a rarement affaire à des individus isolés. Quand on voit que certaines grandes banques, en particulier anglo-saxonnes (HSBC par exemple), sont prises régulièrement en infraction, on est en droit de se poser des questions sur certaines collusions qui sont plus que des liaisons dangereuses...

Pour finir, quels conseils donneriez-vous à des étudiants face à ces nouvelles menaces ?

Tout d'abord, je leur dirai qu'avoir une bonne connaissance de ces phénomènes criminels fait partie de la culture générale de toute personne qui travaillera sur les marchés économiques et financiers. Il est impératif de s'extraire de l'irénisme et de la naïveté. Ensuite, il y a un champ d'investigation énorme à explorer et un vrai travail intellectuel à mener. À cet égard, il est urgent qu'en France, la criminologie devienne enfin une matière universitaire comme dans la plupart des grands pays.

Et surtout, à mon sens, dans toutes les écoles de commerce, devrait exister un enseignement de criminologie. Il faut éveiller les étudiants à ces dures réalités, avant qu'ils ne soient confrontés à ce monde cruel, impitoyable et cynique. Faire œuvre de prévention en sensibilisant les jeunes générations de décideurs aux logiques et méthodes du crime organisé et de la criminalité en col blanc me paraît être une exigence de premier plan. ■

Jean-François Gayraud

Jean-François Gayraud est commissaire divisionnaire de la police nationale, actuellement auditeur du Centre des hautes études du ministère de l'Intérieur (CHEMI).

Docteur en droit pénal de l'Université Panthéon-Assas (Paris 2), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (Science po, service public) et de l'Institut de criminologie de Paris (Paris 2 Panthéon-Assas), il décide par vocation d'entrer dans la police nationale. Il réussit le concours des commissaires de la police nationale et intègre donc l'École nationale supérieure de la police (ENSP) de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or. Il complète ultérieurement sa formation avec le diplôme du Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes (CHEAM).

Après deux années de formation à l'ENSP, il choisit en sortie d'école la Direction

de la Surveillance du Territoire (DST – devenue aujourd'hui DCRI, Direction centrale du renseignement intérieur), le service de police en charge du contre-espionnage, du contre-terrorisme et de la sécurité économique.

Après 17 ans passés à la DST, il exerce ensuite à l'Institut national des hautes études



de la sécurité et de la justice (INHESJ), puis au Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques (CSFRS), à l'École militaire.

Parallèlement à ses activités professionnelles, Jean-François Gayraud décide de manière atypique de se consacrer aussi à l'écriture d'articles et sur-

tout de livres. Il publie d'abord aux Presses Universitaires de France (PUF): *La dénonciation* (1995); *Le Vol* (2001); *Le terrorisme* (2002). Puis, viennent une série de livres aux éditions Odile Jacob: *Le Monde des mafias, Géopolitique du crime organisé* (2005); *Showbiz, People et Corruption*, (2009); *La Grande Fraude. Crime, Subprimes et crises financières*, (2011);

Géostratégie du crime, avec François Thual (2012). Il publie également chez CNRS éditions: *Le renseignement criminel* (2011). Plusieurs de ses livres ont été traduits à l'étranger: Italie, Espagne, etc.

Il participe aussi à des ouvrages collectifs, dont en 2012 aux États-Unis au *MacGraw-Hill Homeland Security Handbook*, (David Kamien Editor).

Ses travaux ont tous pour point commun d'explorer de nouveaux horizons criminologiques, dans une volonté d'innovation. Il souhaite ainsi sortir l'étude du crime des seules perspectives sociologiques ou criminologiques traditionnelles. Jean-François Gayraud est ainsi l'initiateur en France d'une géopolitique et d'une géoéconomie du crime.

Raison d'être des "Entretiens du Directeur"

En rencontrant tous les mois des personnalités de haut niveau qui pratiquent la géopolitique, Jean-François Fiorina aime à rappeler que l'intérêt de l'ESC Grenoble pour cette discipline répond à des objectifs bien précis :

"Notre volonté est d'inciter nos partenaires et nos étudiants à faire preuve d'un nouvel état d'esprit. Il s'agit de leur proposer non seulement une grille de lecture du réel adaptée aux enjeux du monde

contemporain, mais aussi de nouveaux outils d'aide à la décision. Pour les entreprises, il s'agit d'être capable de réagir le mieux et le plus rapidement possible. Pour nos étudiants, il s'agit moins d'évoluer sur le court terme que de se préparer à une course de fond.

D'où une formation qui vise davantage à former les esprits qu'à apprendre de simples techniques, qui, de toute façon, évolueront. Pour les uns comme pour les autres, il est cependant impératif

de bien comprendre l'intérêt de la géopolitique, non pas comme référent universitaire abstrait, mais comme méthode permettant d'approcher et cerner le monde dans sa complexité, afin d'être au plus près des enjeux réels. La géopolitique doit servir à gagner des marchés, ou du moins à ne pas en perdre. Autrement dit, elle constitue une clé précieuse pour évoluer dans le monde d'aujourd'hui, et surtout de demain". (Communication & Influence n°19, mai 2010). ■

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur www.grenoble-em.com/geopolitique.